



ORDRE DES
AVOCATS
DE PARIS

Le Bulletin

Adresse postale :
11 place Dauphine
75001 Paris cedex 01
Tél. : 01 44 32 40 10
Fax : 01 44 07 26 74
e-mail : labulletin@avocatsparis.org

Monsieur Yu Ning
Secrétaire Général
All China Lawyer's Association
Rm 294, Nth Building, Guoyi Hotel
Wenxingolongjie
Pékin 100044
Chine
Fax: +831 6886

Paris, le 13 octobre 2008,

CCB/ET

Monsieur le Secrétaire Général,

Cher confrère,

Le barreau de Paris, qui représente plus de 21 000 avocats, est extrêmement préoccupé par les pressions grandissantes exercées à l'encontre des avocats chinois en charge de cas liés à l'affaire du lait contaminé.

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (un programme conjoint de l'Organisation mondiale contre la torture et de la FIDH) nous a fait part de ses plus vives inquiétudes quant à la pression officielle qui ne cesse de s'intensifier à l'encontre d'un groupe d'avocats volontaires représentant les enfants victimes du lait en poudre contaminé.

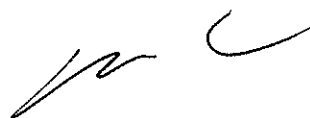
A la suite d'une crise majeure concernant un lait toxique en septembre 2008, un groupe de 120 avocats volontaires, initié par Li Fangping, avocat pékinois défenseur des droits de l'Homme, s'est créé afin de fournir des conseils gratuits aux familles demandant réparation du fait de leur contamination.

Le 28 septembre 2008, des membres du groupe d'avocats volontaires ont fait état des pressions exercées par certaines autorités provinciales chinoises afin qu'ils abandonnent les affaires dont ils s'étaient saisis entraînant la démission de plusieurs avocats du groupe.

Il vous appartient, en tant que responsable de l'ACLA, de vous saisir de cette affaire afin d'apporter votre soutien en faveur du libre exercice de la profession d'avocat.

J'appelle votre association à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin que la sécurité des avocats représentant les victimes du lait contaminé soit assurée. Selon l'article 10 de la Constitution de votre organisation et de l'article 46 de la loi chinoise sur les avocats, l'un des devoirs des associations d'avocats est de soutenir ses membres qui pratiquent légalement leur profession et de protéger les droits de ces mêmes membres.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, Cher confrère, à l'expression de mes sentiments confraternellement dévoués et cordiaux.



Christian Charrière-Bournazel
Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris



ORDRE DES
AVOCATS
DE PARIS

Le Rédacteur

Adresse postale :
11 place Dauphine
75001 Paris cedex 01
Tél. : 01 44 32 48 10
Fax : 01 44 07 26 74
e-mail : lebatonier@avocatsparis.org

Monsieur Yu Ning
Secrétaire Général
All China Lawyer's Association
Rm 294, Nth Building, Guoyi Hotel
Wenxinglongjie
Pékin 100044
Chine
Fax: +831 6886

Paris, October the 8th, 2008,

CCB/ET

Dear Secretary General,

Dear Colleague,

I am writing on behalf of the Paris Bar which represents more than 21 000 lawyers. The Paris Bar is deeply concerned about the situation and security of human rights defenders in China.

The Observatory for the Protection of Human Rights Defenders, a joint programme of the International Federation for Human Rights (FIDH) and the World Organisation Against Torture (OMCT), expresses its deepest concern about the growing official pressure exercised over a group of voluntary lawyers seeking redress for children victims of contaminated milk powder.

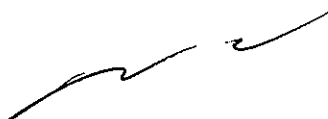
After the break up of a major toxic milk crisis mid-September, about 120 local rights advocates and lawyers responded by volunteering in a group, which was initiated by prominent Beijing human rights lawyer Mr. Li Fangping, to provide free advice to families seeking redress.

On September 22, 2008, Chinese authorities had revealed that more than 50,000 children in mainland China had contracted kidney illnesses after drinking milk mixed with melanin, an industrial chemical used to cheat quality checks. More cases have been reported outside of mainland China in Hong Kong, Taiwan and Singapore where mainland-produced dairy products are imported. Four victims have already died. At least, 22 Chinese companies would be involved in the contaminated milk scandal. Several hundreds of parents called volunteer lawyers for their support and advice.

Organisers of the campaign and some of the lawyers said, on September 28, 2008, that officials in some provinces had pressures volunteers to abandon their efforts, causing the several lawyers to drop out. Some of them were told that “they would face serious repercussions if they stayed involved”.

I express my deep concern about these threats and urges the All-China Lawyers Association and the Chinese authorities, in particular the Minister of Justice, to support and protect the lawyers who are providing legal aid to the victims.

I am sincerely yours,



Christian Charrière-Bournazel
Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris